

Cote du document: IFAD12/4/INF.2
Date: 29 décembre 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Synthèse du président de la Consultation: quatrième session de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA

Note à l'intention des membres de la Consultation

Responsables:

Questions techniques

Kyle Peters

Président externe
téléphone: +1 202 247 5617
courriel: r.peters@ifad.org

Ronald Hartman

Directeur
Division de l'engagement, des partenariats et de la
mobilisation des ressources à l'échelle mondiale
téléphone: +39 06 5459 2610
téléphone portable: +39 331 684 7665
courriel: r.hartman@ifad.org

Leon Williams

Responsable principal des partenariats,
reconstitution des ressources
téléphone: +39 06 5459 2809
téléphone portable: +39 366 783 5759
courriel: l.williams@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA —
Quatrième session

Réunion en ligne, 10-11 décembre 2020

Pour: **Information**

Synthèse du président de la Consultation: quatrième session de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA

1. Les membres de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), la direction et le personnel du Fonds ont tenu la première réunion de la quatrième session de la Consultation les 10 et 11 décembre 2020. L'ordre du jour portait sur la finalisation du rapport et de la Résolution sur FIDA12, ainsi que sur le lancement officiel du processus d'annonce de contributions à FIDA12. Des représentants de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, de la Banque asiatique de développement et du Fonds vert pour le climat étaient présents en qualité d'observateurs.
2. Avant l'allocution d'ouverture du Président du Fonds, le président de la Consultation a fait remarquer que, malgré l'espoir suscité par le vaccin contre la COVID-19, il faudrait du temps avant que les principaux clients du FIDA puissent en bénéficier, et il a indiqué que les conséquences économiques et sociales de la crise perdureraient pendant des années. La COVID-19 ne constituait toutefois qu'une des multiples crises auxquelles les bénéficiaires du Fonds faisaient face et il était essentiel de renforcer leur résilience, car les populations pauvres, en particulier dans les zones rurales, étaient les plus touchées et les dernières à recevoir de l'aide. Les conséquences d'une action insuffisante seraient lourdes et s'inscriraient probablement dans la durée. Les travaux et les débats menés dans le cadre de la Consultation montraient que le FIDA était l'une des institutions qui pouvait les épauler le plus efficacement possible. Cet appui devait leur être apporté sans délai.
3. Dans son discours d'ouverture, le Président du FIDA a mentionné le 72^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et souligné la volonté de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie pour tous, notamment pour les personnes laissées pour compte. Le Président a également évoqué l'attribution du prix Nobel de la paix au Programme alimentaire mondial, signe que la communauté internationale se souciait du sort des personnes pauvres, déplacées et touchées par la faim, et il a appelé les États membres à contribuer au plein succès de la reconstitution des ressources.
4. À l'occasion de l'anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, une courte vidéo présentant l'action du FIDA auprès des peuples autochtones a été présentée aux membres de la Consultation.
5. L'ordre du jour a été adopté sans modification.

I. Rapport de la Consultation sur FIDA12

6. La direction a présenté la version révisée du rapport de la Consultation sur FIDA12, en mettant l'accent sur les modifications apportées au rapport depuis la troisième session de la Consultation, tenue du 19 au 21 octobre, et elle a décrit les prochaines étapes du processus de reconstitution des ressources.
7. Les membres ont accueilli favorablement la présentation et les modifications apportées. La plupart des membres ont noté que la version révisée du projet de rapport tenait dûment compte des observations formulées depuis la session d'octobre de la Consultation et présentait un ensemble solide de priorités et d'activités transversales pour FIDA12. Plusieurs membres ont demandé que soit mentionné l'Accord de Paris, soulignant la pertinence de l'action du FIDA eu égard à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Par ailleurs, les membres se sont déclarés globalement favorables à la proposition consistant à réduire le niveau des dons ordinaires et à introduire une réserve de 50 millions d'USD au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, mais ils ont

demandé que l'utilisation de ces fonds soit précisée dans le rapport. Certains membres ont également formulé d'autres demandes, comme la modification de la formulation à plusieurs endroits du texte. D'autres ont suggéré de rehausser le niveau d'ambition dans certains domaines, tels que le cofinancement, et de favoriser l'adoption d'approches agricoles numériques. Un membre a demandé que soit inscrit dans le texte l'engagement d'élaborer des tableaux de bord de la résilience face aux changements climatiques. La direction a fait remarquer que le niveau d'ambition fixé pour le FIDA12 était déjà élevé et que les tableaux de bord étaient déjà prévus dans le cadre du Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+) au titre du Programme pour la résilience du monde rural, dans le prolongement des travaux réalisés au cours des première et deuxième phases du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne.

8. Les membres ont accueilli avec satisfaction la solide architecture financière mise en place et le cadre financier pour FIDA12, et ils ont félicité le Fonds d'avoir obtenu une note de crédit de AA+. Ils se sont déclarés favorables au maintien du scénario D et de ses objectifs financiers correspondants en tant que scénario privilégié. Il a été noté que les annonces de contributions se poursuivraient à la seconde réunion de la quatrième session de la Consultation sur FIDA12 le 16 février 2021, que la direction continuerait de mobiliser de nouvelles contributions par la suite et qu'elle présenterait un compte rendu actualisé de l'état des contributions et du programme de prêts et dons pour FIDA12 au Conseil d'administration en septembre 2021.
9. Plusieurs membres ont souligné l'importance de poursuivre les discussions concernant les activités d'emprunt sur les marchés et il a été convenu d'examiner cette question à la session du Conseil d'administration en avril 2021. Notant l'évolution majeure de l'architecture financière du FIDA et l'ambitieux programme de prêts et dons, un membre a souligné les avantages potentiels de la création d'un sous-comité du Conseil d'administration chargé du programme de prêts et dons, et de l'élargissement du mandat du Comité d'audit en un "Comité d'audit et des finances".
10. La direction a modifié le rapport de la Consultation sur FIDA12 en tenant compte des observations formulées et a transmis un document de séance faisant état des changements apportés. Le rapport ainsi modifié – incluant les objectifs financiers, la matrice des engagements et le cadre de gestion des résultats – a été adopté par consensus et sera soumis à l'approbation du Conseil des gouverneurs en février 2021.

II. Résolution sur FIDA12

11. La direction a présenté la version révisée de la Résolution sur FIDA12, en soulignant les principaux changements apportés depuis la troisième session de la Consultation, notamment: la suppression de la proposition tendant à prendre en compte les contributions à l'ASAP+ et au Programme de participation du secteur privé au financement (PPSFP) dans le calcul des droits de vote; la mise à jour du mécanisme d'encaissement anticipé; la suppression de la référence aux activités d'emprunt sur les marchés. Au sujet des prochaines étapes, la direction a souligné qu'après l'approbation de la résolution par le Conseil des gouverneurs, la reconstitution des ressources prendrait effet lorsque 50% des annonces de contributions reçues à la date limite de création des voix de reconstitution (à la mi-août 2021, soit six mois après l'adoption prévue de la résolution par le Conseil des gouverneurs) auront été soit versées, soit confirmées au moyen d'un instrument de contribution. À cet égard, la direction a encouragé les États membres à verser les contributions ou à déposer les instruments de contribution le plus tôt possible, afin que la reconstitution puisse prendre effet dans les meilleurs délais. La résolution contient également une disposition permettant au Conseil d'administration de

déclarer la prise d'effet de la reconstitution des ressources neuf mois après l'approbation de la résolution, sur recommandation du Président.

12. Au cours de la session, la Résolution sur FIDA12 a été adoptée pour soumission au Conseil des gouverneurs sans aucune modification, après avoir été actualisée compte tenu des objectifs correspondants visant les contributions et le programme de prêts et dons pour FIDA12, conformément au rapport approuvé de la Consultation.

III. Séance d'annonce des contributions à FIDA12

13. La séance d'annonce des contributions à FIDA12 a commencé le vendredi 11 décembre, compte étant tenu des 12 annonces officielles déjà reçues avant la session. Un représentant du Saint-Siège a formulé par vidéo la toute première annonce de contribution spéciale du Saint-Siège à la reconstitution des ressources du FIDA. Cette annonce a été suivie par celles de 13 autres États membres qui se sont engagés à contribuer à FIDA12, à l'ASAP+ et au PPSPF, tous les membres réitérant leur soutien à un ensemble de mesures ambitieuses devant permettre au Fonds de produire des résultats durables en faveur des populations rurales les plus marginalisées et les plus vulnérables. Plusieurs pays de toutes les listes qui ne pouvaient pas annoncer de contributions au cours de cette séance ont indiqué leur intention de le faire en février. Beaucoup ont déclaré leur intention d'annoncer des contributions conformes au scénario D ou supérieures, et ont invité les autres États à en faire autant.
14. La Consultation se réunira de nouveau le 16 février 2021 pour la suite de la séance d'annonce des contributions à FIDA12.

IV. Déclaration finale

15. Dans son discours de clôture, le Président du Fonds a remercié les États membres de leur dialogue constructif et de leur détermination à contribuer à FIDA12, soulignant que certains pays avaient considérablement accru leur contribution et que d'autres pays, qui n'avaient pas contribué au cycle précédent, avaient annoncé leur contribution à FIDA12. Le Président a également rappelé la nécessité de réduire au minimum l'écart entre les annonces faites et l'objectif fixé d'ici la session de février, et que la session de septembre du Conseil d'administration serait l'occasion d'examiner l'état des contributions et de fixer le niveau du programme de prêts et dons pour FIDA12.
16. Le président de la Consultation a ensuite fait la synthèse des principaux points abordés au cours des discussions, évoqué les prochaines étapes et remercié les États membres, les interprètes et les membres de la direction et du personnel du FIDA d'avoir contribué au bon déroulement de la réunion. Il a indiqué que la quatrième session reprendrait le 16 février 2021 afin de poursuivre le processus d'annonce des contributions.